

19/05/2009 06:15:00

Parlement européen: des élections sans Europe, ou presque (ECLAIRAGE)

Par Yann OLLIVIER

STRASBOURG (Parlement européen), 19 mai 2009 (AFP) - Trente ans après le premier scrutin au suffrage universel direct, la campagne pour les élections européennes reste comme les précédentes peu mobilisatrice et phagocytée par les enjeux nationaux, en l'absence d'une véritable opinion publique européenne.

"Paradoxalement, alors que le Parlement n'a cessé de gagner en pouvoirs depuis 1979, la participation ne cesse de reculer d'élection en élection et nous n'avons toujours pas de réelle campagne électorale européenne", se désole l'eurodéputé social-démocrate allemand Jo Leinen.

"L'UE a abattu beaucoup de cloisons, sauf le mur invisible des débats politiques. Les courses à l'Elysée, au 10 Downing Street ou à la chancellerie continuent de dominer les campagnes en France, en Grande-Bretagne ou en Allemagne", renchérit son collègue conservateur, le Français Alain Lamassoure.

"Partout en Europe, on a l'impression d'être face à 27 campagnes nationales dans lesquelles les enjeux européens sont relégués au second rang", confirme Corinne Deloy, chercheuse à la Fondation Robert Schuman.

En France, le coprésident des Verts au Parlement européen Daniel Cohn-Bendit dénonce un "hold up" du président Nicolas Sarkozy qui a "réussi à centrer la campagne sur sa personne".

Mais la responsabilité est collective: le socialiste Benoît Hamon a ainsi appelé les électeurs à faire du scrutin du 7 juin un "vote-sanction" contre le président français, et le centriste François Bayrou a choisi de publier un virulent pamphlet anti-Sarkozy.

Quant aux instituts de sondage, ils continuent de comparer les mérites respectifs des candidats à la dernière présidentielle à quelques semaines du scrutin européen.

En Allemagne, les Européennes sont victimes de leur proximité avec les élections législatives prévues cet automne. "Mais le fait qu'elles aient valeur de test aura au moins permis de mobiliser plus qu'ailleurs les états majors des partis", ironise Jo Leinen.

L'intérêt des hommes politiques pour ce scrutin est d'autant plus faible que beaucoup d'entre eux renâclent à s'investir dans une carrière européenne, ou le font en prenant le risque de ne pas devenir des vedettes chez eux, relève Corinne Deloy.

Plus généralement, les campagnes des européennes mobilisent peu en l'absence d'enjeux clairs, souligne la chercheuse: "On élit un Parlement européen qui n'a toujours pas le pouvoir de choisir le gouvernement de l'Europe qu'est la Commission européenne, et où les clivages droite/gauche sont peu lisibles".

De fait, à Strasbourg, sur de nombreux dossiers un travailliste britannique peut être plus proche d'un conservateur français que d'un socialiste français. Ou inversement, des coalitions nationales se forment, au-delà des partis, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts bien compris d'un pays.

Ces différences handicapent l'émergence de partis transnationaux forts. Les socialistes européens sont incapables aujourd'hui de s'entendre sur une contre-candidature

au président sortant de la Commission José Manuel Barroso.

Pour Jo Leinen, il n'y aura de véritable campagne électorale européenne que lorsqu'on organisera le scrutin dans les mêmes conditions dans toute l'UE.

Et l'eurodéputé de regretter que les listes pour les européennes, prêtes de longue date au Royaume-uni ou en Allemagne, n'aient été bouclées qu'à la dernière minute en France.

L'UE devrait également généraliser l'interdiction de cumuls des mandats ou la désignation démocratique des candidats par la base des partis, plaide Jo Leinen.

Enfin, il faudrait qu'au moins une partie des députés soient élus sur des listes transnationales, à l'échelle européenne, propose-t-il, "pour enfin surmonter les frontières politiques nationales".

yo/yIf/dm